

**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL**  
**DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE**

L'an deux mille vingt et un, le 12 juillet à 18 heures 45, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Espace Cœur de Ville de Saint-Dizier, sous la présidence de Monsieur Quentin BRIERE, en suite de la convocation faite le 6 juillet

**Présents :**

- M. BRIERE, Président
- M. GOUVERNEUR, M. SIMON, M. MARIN, M. MERCIER, M. NOVAC, M. KAHLAL, M. BAYER, M. KREZEL,
- Mme ABA, Mme AUBRY, M. BANCELIN, M. BASTIEN, M. BAUDOT, M. HOCQUET suppléant de Mme BELLIER, M. BERIGAUD suppléant de M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, M. BOSSAN, M. BOUZON, M. BROSSIER, M. CHARPENTIER, Mme CHEVAILLIER, Mme CHEVILLON, Mme CLAUSSE, M. CLEMENT, M. COLIN D., M. COLIN P., Mme COLLET, M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DELVAUX, M. DESCHARMES, Mme DONATO, Mme DUHALDE, M. EYCHENNE, Mme FORTUNE, M. GAILLARD E., Mme GALICHER, M. GAUCHERON, M. GOUGET, M. GUILLEMIN, M. HURSON, M. KARATAY, M. LADEIRA, Mme LANDREA, M. LANDRY, M. LASSON, Mme LE MOGUEN, M. LESAGE, M. MAITREHENRY, M. MARCHANDET, Mme MARCYAN, Mme HOUZE suppléante de M. MENAUCOURT, M. MOITE, M. MONCHANIN, M. OUALI, M. PEREZ, M. PREVOT, M. REMENANT, Mme MAILLAT suppléante de M. RICHARD, Mme ROBERT-DEHAULT, Mme SAGET-THYES, Mme SALEUR, M. VAGLIO, M. VALTON, Mme VERDUN, Mme ZUCCALI

**Excusés :** Mme BELLIER, Mme BINET, Mme BLANC, M. BONNEAUD, Mme BONTEMPS, Mme BOYER-CASTELO, M. CARON, M. CORNUT-GENTILE, M. DAOUZE, M. DAVAL, Mme DE CHANLAIRE, M. DREHER, M. FEUILLET, Mme GAILLARD D., M. GARNIER, Mme GEREVIC, Mme GUINOISEAU, M. HUVER, M. JEANSON, M. KIHM, Mme KREBS, M. LAURENT, M. LECLERE, M. MENAUCOURT, M. MILLOT, M. OLIVIER, M. OZCAN, Mme PEYRONNEAU, M. RAIMBAULT, M. RICHARD, M. RONDELET, M. ROUSSEL, Mme THIEBLEMONT, M. TURCATO

**Ont donné procuration :**

- |                                   |                            |
|-----------------------------------|----------------------------|
| M. DAVAL à M. KARATAY             | M. LAURENT à Mme DUHALDE   |
| M. DREHER à Mme CHEVILLON         | M. OLIVIER à Mme LE MOGUEN |
| M. FEUILLET à Mme KREBS           | M. OZCAN à M. VAGLIO       |
| Mme GEREVIC à M. BASTIEN          | Mme PEYRONNEAU à M. LESAGE |
| Mme GUINOISEAU à M. KAHLAL        | Mme THIEBLEMONT à Mme ABA  |
| M. RAIMBAULT à Mme ROBERT-DEHAULT |                            |

**Secrétaire de séance :** M. VAGLIO

---

**N°118-07-2021**

**REGLEMENT INTERNE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**Rapporteur :** M. le Président

Le règlement interne de la commande publique actuellement applicable a été approuvé en 2015.

La commande publique est un domaine juridique qui évolue rapidement. Depuis cette date, de nombreuses réformes de la législation et de la réglementation sont entrées en vigueur.

Lancée en juillet 2015, la réforme de la commande publique est arrivée à son terme avec la publication au Journal officiel du 5 décembre 2018 des parties législative et réglementaire du code de la commande publique qui est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Jusqu'au seuil d'appel d'offres, actuellement de 214 000 € pour les fournitures et prestations de service et 5 350 000 € pour les travaux, l'acheteur dispose d'une certaine liberté pour définir les modalités de passation du marché à procédure adaptée (MAPA), dans le respect des principes de la commande publique.

Le nouveau règlement qu'il vous est proposé d'adopter reprend les dispositions du nouveau code, précise les modalités de mise en œuvre et pose un certain nombre de principes.

La politique interne de la commande publique proposée repose sur :

1/ Une déontologie de la commande publique :

- une vigilance des pratiques au stade de la définition des besoins et de la passation des marchés
- des relations avec les fournisseurs respectueuses des principes d'égalité de traitement et de transparence

2/ Le développement d'une véritable politique d'achats fondés sur :

- une maîtrise des achats
- une optimisation et performance économique des achats
- un accompagnement du tissu économique local
- un développement durable (2 volets) : Insertion sociale et démarche environnementale
- une mutualisation des besoins
- une sécurisation juridique des actes et procédures d'achat

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le nouveau règlement de la commande publique qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2021 joint en annexe.

Le Conseil communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à **l'UNANIMITE.**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation  
Christophe LANDRIN  
Directeur Général des Services